

“Les responsables du PS se doutaient de ce qui allait se passer”

Entretien réalisé par Antoine Clevers et Francis Van de Woestyne

Gouvernance

Parlementaires bruxellois: le CDH en veut 50, pas un de plus

Rationalisation. Le CDH bruxellois organise ce samedi sa rentrée politique. Benoît Lutgen viendra y exposer sa vision pour Bruxelles. Pour le président du CDH, il faut appliquer une réduction drastique du nombre de parlementaires bruxellois.

Trop cher. Pour lui, 50 parlementaires suffisent, soit une réduction de 30 %. A Bruxelles, il y a 1 parlementaire pour 10 000 habitants. En Wallonie, c'est 1 pour 30 000.

Pouvoir. Le système actuel, dit-il, coûte beaucoup trop cher et provoque un éclatement de pouvoir. Un maître mot: la rationalisation, qu'il voudrait également appliquer à l'ensemble des mandataires politiques bruxellois.

■ Benoît Lutgen, président du CDH, dit avoir mis en garde le PS avant de débrancher la prise des majorités régionales, le 19 juin.

■ La décision, réfléchie, avait été “testée et partagée” en interne.

■ Pour la rentrée de son parti, ce samedi, il veut ramener à 50 le nombre de députés bruxellois

Un sur trois. Bilan mitigé. L'appel du 19 juin lancé par le président du CDH, Benoît Lutgen, visant à éjecter le PS dans l'opposition n'a abouti qu'en Wallonie où une majorité MR-CDH a vu le jour. En revanche, c'est le statu quo à Bruxelles et en Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles) où PS et CDH restent associés.

Benoît Lutgen, la séquence politique que vous avez initiée le 19 juin est-elle terminée ?

Pas sur un point majeur : mettre fin aux pratiques qui ont cadencé la vie politique ces derniers mois. Par contre, le combat qui consistait à trouver une alternative aux majorités en place est différé puisque M. Maingain (président de Défi) a dit qu'il ne voulait rien faire sans le PS. Dont acte.

Vous parleriez de demi-défaite ou demi-victoire ?

C'est une occasion réussie en Wallonie et une opportunité différée à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Vous confirmez donc que le CDH reste avec le PS dans ces entités jusqu'aux prochaines élections, en 2019 ?

Il ne s'agit pas “rester” avec le PS. Notre volonté est de ne pas laisser le PS seul aux commandes.

Vous ne vouliez plus gouverner avec le PS, mais, dans les faits, c'est ce qui se passe. C'est incohérent, non ?

Arithmétiquement, on ne peut pas changer de majorité sans Défi ou Ecolo en Fédération Wallonie-Bruxelles et à Bruxelles. Or, ils ont dit qu'ils ne voulaient pas mettre les socialistes dehors. Quant à nous, nous avons toujours dit que nous ne voulions pas bloquer les institutions.

Le sondage “Le Soir”/RTL paru vendredi montre que les électeurs sanctionnent votre comportement. Le CDH est à 5,8 % à Bruxelles et à 8,7 % en Wallonie. Au contraire, Olivier Maingain et Défi sont plébiscités.

Ce n'est pas surprenant. Je pense que peu de personnes sont au courant que M. Maingain est soumis au PS et refuse le dialogue. Moi, je m'inscris dans la durée, ma confiance en l'avenir est intacte. Les résultats des décisions que nous allons prendre en Wallonie, c'est maintenant que les citoyens vont les voir. La suppression de la redevance TV, ça fait 10 ou 15 ans qu'on en parle, mais le Parti socialiste s'y opposait. Maintenant, elle est là. L'étape ultime, c'est les rendez-vous électoraux en 2018 (communales) et 2019 (fédérales, régionales et européennes).

Ce sondage ne montre-t-il pas que l'électeur sanctionne la trahison ?

Mais il n'y a pas eu de trahison de ma part. Je n'ai pas trahi mes convictions. C'est vrai qu'une rupture crée de la déstabilisation. On a pris des risques. Mais nous ne pouvions pas rester dans nos pantoufles et ne pas réagir.

A quel moment, finalement, avez-vous pris la décision de rompre avec le PS ?

C'est un long cheminement. Le PS a été touché par les différents scandales – et les autres n'ont pas été épargnés – mais le Samusocial à Bruxelles, c'est exclusivement lui. Cet épisode, c'est le basculement. En plus, il n'y a pas eu la réaction nécessaire. Les ministres-Présidents socialistes (Paul Magette en Wallonie et Rudi Vervoort à Bruxelles, Ndlr) n'ont pas pris les mesures à la hauteur des

scandales. Il y a eu trop de tergiversations, notamment sur la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur Publifin.

Pourquoi n'avez-vous pas d'abord donné un ultimatum au PS avant de débrancher la prise ?

Les responsables du PS se doutaient de ce qui allait se passer. Ou alors ils ont fait preuve d'une grande naïveté... Ce que j'ai pu leur exprimer en tête-à-tête montrait que le ras-le-bol était immense.

Ah bon, vous les aviez prévenus ?

La dernière rencontre que j'ai eue avec eux, c'était quelques jours avant le 19 juin lors d'une réunion

où, après un an d'attente, nous devions enfin parler de la réforme fiscale wallonne – il faut savoir que les socialistes n'arrivaient pas à se mettre d'accord entre eux... On est en train de discuter depuis une heure lorsque le président du PS, Elio Di Rupo, se lève pour dire

qu'il doit aller s'occuper d'Yvan Mayeur (ex-bourgmestre de Bruxelles, emporté par le Samusocial, Ndlr). Et cela, ça arrivait après tant de moments où on avait essayé d'avoir ces réunions. Alors, j'ai dit : “Ecoutez, je pense qu'on est arrivé au bout d'un processus”. Le ras-le-bol, je l'ai exprimé ce jour-là. J'ai dit que, un, j'étais scandalisé par le Samusocial; deux, les réactions n'étaient pas à la hauteur; et, trois, tous ces scandales bloquaient les réformes à mener.

Donc, dans votre esprit, le signal a été envoyé ?

Oui. Quand j'ai appelé Elio Di Rupo le 19 juin pour lui annoncer, je peux vous dire qu'il s'y attendait.

“J'ai dit au PS : je pense qu'on est arrivé au bout d'un processus.”

“J’ai des rêves en dehors de la politique”

“J’aurais préféré passer par des élections”

M. Lutgen, si c’était à refaire, relanceriez-vous votre appel du 19 juin maintenant que vous en connaissez le résultat?

Oui, bien sûr ! Je n’ai aucun regret.

Même dans la manière?

Oui, parce que je ne pouvais pas faire autrement, sinon on m’aurait reproché des petits arrangements en coulisse.

Et l’auriez-vous fait si votre geste avait entraîné des élections anticipées, comme cela existe au niveau fédéral?

Je vais même vous dire que j’aurais préféré qu’on puisse passer par des élections.

“Il n’est pas question qu’on rentre au gouvernement fédéral avec la N-VA.”

Vous avez réussi à changer une majorité sur trois. Ne devriez-vous pas remettre votre mandat de président du CDH en jeu afin de vous assurer du soutien de votre parti?

Ce n’est pas du tout à l’ordre du jour. Quand on est dans ses convictions, qu’on a collectivement pris des décisions et que l’on propose des alternatives, on n’est pas dans l’échec, ni personnel, ni collectif. Ma détermination est absolue. Il faut poursuivre. Ce qu’on a réussi en Wallonie et les lignes que nous avons fait bouger ailleurs, notamment sur l’abrogation du décret inscription, il faut les transformer. Assurance auto, réforme fiscale, emploi, pacte d’excellence pour l’école... J’ai l’ambition d’aller jusqu’au bout.

C’est quand ce “jusqu’au bout” ?

Après les élections de 2019.

Vous finirez donc votre mandat de président qui court jusqu’au second semestre 2019 ?

Il n’y a aucune raison de démissionner. Ce serait quand même le comble. J’ai la force et la volonté absolue d’être à l’offensive. On a une batterie de propositions qu’on fera approuver dans les parlements si on n’arrive pas à les faire approuver dans les gouvernements.

Vous avez offert au MR une participation au pouvoir en Wallonie, alors qu’en 2014, vous avez refusé de gouverner avec lui au fédéral. Regrettez-vous cette décision ?

Non, je ne la regrette pas puisque j’avais pris l’engagement avant les élections de ne pas gouverner avec la N-VA (présente au fédéral, Ndlr) et que j’ai tenu parole.

Adoptez-vous la même attitude en 2019 ?

Notre devise “Résiste et Mords” est toujours d’actualité, il n’y a pas de doute là-dessus. Certains entretiennent l’ambiguïté, mais il n’y en a aucune. La N-VA, telle qu’elle est aujourd’hui, avec un projet nationaliste et séparatiste, est aux antipodes du projet humaniste. Il n’est pas question qu’on rentre au gouvernement fédéral avec la N-VA. Mais ce qui est terrible, c’est que ceux qui font le jeu de la N-VA, c’est ceux qui ne veulent pas apporter les réformes nécessaires en Wallonie et à Bruxelles. Et si, en plus, vous y ajoutez des pratiques politiques à vomir, vous mettez du vent dans les voiles de la N-VA. M. Maingain avait la possibilité d’amener autre chose.

Le PS fait le jeu de la N-VA ?

Le PS, et Défi aussi en refusant d’apporter une alternative.

Si la N-VA est au fédéral, c’est grâce au MR, ce que vous aviez vive-

ment critiqué en 2014. Aujourd’hui, pourtant, vous lui permettez de rentrer dans un gouvernement en Wallonie.

Il ne faut pas tout confondre. J’ai proposé une alternative en Wallonie et le MR l’a acceptée de manière constructive. Les rancœurs du passé sont restées au vestiaire, j’en suis heureux. Et je vous rassure : la N-VA n’est pas rentrée au gouvernement wallon.

En réalité, le CDH était face à deux options : 1. mourir ou 2. mourir, mais dans la deuxième option, celle que vous avez choisie, vous avez une histoire à raconter...

(Rires) L’histoire n’est pas terminée. Seul le premier chapitre, réussi, est écrit. Les citoyens le sentiront bientôt.

Vous ne pouvez nier que votre appel, vous l’avez aussi lancé pour tenter de sauver votre parti qui est en perte de vitesse...

C’est un procès d’intention. Les sondages prouvent que si c’était notre intention, c’est loupé. Non. J’ai fait cela d’abord par conviction. Il est surprenant de me faire le reproche de passer de l’indignation à l’action... J’ai tenté et réussi en Wallonie à apporter une autre solution. Je n’y suis pas arrivé à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles parce que Défi et Ecolo ne veulent pas abandonner le Parti socialiste.

Dans l’histoire des trahisons politiques, les “traîtres” ont généralement préparé les deuxième et même troisième coups. Vous, non. Quel amateurisme...

Si j’avais fait ça, vous m’auriez traité de traître et vous auriez eu raison de le faire. J’ai préféré lancer mon appel en toute transparence, publiquement, pour que chacun prenne ses responsabilités par rapport aux citoyens. Et j’ai prévenu mon bureau politique que, peut-être, nous irions dans l’opposition partout. Tout le monde en était conscient et a approuvé le choix.

Vous semblez avoir pris votre décision tout seul...

C’est faux. J’ai testé, j’ai partagé. Mais au moment de décider, c’est vrai, on est seul.

Qui avez-vous consulté ?

Le hasard a fait que de mi-mai à mi-juin, j’ai effectué une tournée auprès des militants.

Et qu’avez-vous perçu ?

Plus qu’un ras-le-bol à l’égard du PS. Il y a des gens de qualité au PS, je tiens à le dire, mais il y a un rapport au pouvoir qui n’est pas sain. Il y a aussi eu un bureau politique au CDH la semaine précédant le 19 juin, au cours duquel j’ai posé des questions à l’assemblée pour me forger une opinion. J’ai reçu des signaux. Mais la proposition en tant que telle, elle vient de moi : c’est normal puisque je suis le président. Et quand je l’ai soumise le 19 juin, il y a eu un réel enthousiasme.

La décision a-t-elle été facile à prendre ?

Elle a été facile à prendre à partir du moment où elle répondait à une conviction profonde. Je ne pouvais plus me sentir complice d’une forme de non-réaction face

aux "affaires" de la part de ceux qui se disaient que les choses finiraient par passer. Non. C'est une question de "salubrité publique", pour reprendre l'expression de Zakia Khattabi (Ecolo).

Avez-vous bien dormi la nuit précédant l'annonce ?

Oui.

La nuit après ?

Oui.

Comment vous êtes-vous préparé psychologiquement ?

J'ai passé, un à un, les éléments afin de me forger une certitude : que cela correspondait à mes convictions, que ma démarche était sincère; qu'elle offrait une solution, même s'il y avait une part de risque.

N'avez-vous pas douté ?

Non. Il m'arrive de douter de plein de choses. Quand je pense à la vie, à la mort, aux injustices. Oui je doute. Mais pas le 19 juin. La foi en l'avenir doit l'emporter même dans les moments compliqués.

Vous dites souvent que vous connaissez la date de la fin de votre carrière politique. On s'en rapproche...

Oui, chaque jour... Je suis surpris de voir que, dans le monde politique, certains n'imaginent pas faire autre chose que de la politique. Moi, je continue à avoir des projets et des rêves en dehors de la politique.

Quels sont-ils ?

Découvrir d'autres cultures, d'autres mondes. J'ai toujours voulu m'engager, servir les autres. Mes centres d'intérêt sont le développement durable, l'humanitaire, le monde des PME, la nature. C'est plus profond que de connaître l'évolution d'un parti dans un sondage. Il faut avoir du recul par rapport à tout cela. Il ne faut pas s'accrocher aux titres et fonctions. Le bilan d'une vie, ce n'est pas d'avoir été ministre, président de parti, bourgmestre. La satisfaction vient des ruptures, des réformes, des transformations, des perspectives, de l'ambition noble que l'on donne aux citoyens. Et puis il y a le bilan que l'on peut tirer de sa vie personnelle, de son parcours fait de bonheurs, de joies et de peines.

A.C. et V.d.W.

"Le bilan d'une vie, ce n'est pas d'avoir été ministre, président de parti ou bourgmestre. La satisfaction vient des ruptures, de l'ambition noble que l'on donne aux citoyens. Et puis il y a le bilan que l'on peut tirer de sa vie, de son parcours fait de bonheurs, de joies et de peines."